



DIVERSITÉ CULTURELLE

POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

26 août 2011
Theaterhaus Gessnerallee
Zurich

La diversité culturelle crée un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines et est donc un ressort fondamental du développement durable des communautés, des peuples et des nations.
Convention UNESCO 2005

En 2008, la Suisse a ratifié la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Le moment est venu de faire l'état des lieux des activités suisses dans le domaine de la coopération internationale pour la culture, de mettre les différents acteurs en réseau et de discuter les défis et les perspectives pour l'avenir.

Une journée organisée par
la Coalition suisse pour la diversité culturelle

Coalition suisse pour la diversité culturelle

«Diversité culturelle – pour un développement durable»

Rapport final et interventions

Mauro Abbühl (Rédaction)
Berne/Zurich, janvier 2012

Editeur

Coalition suisse pour la diversité culturelle, www.coalitionsuisse.ch

Responsable du projet: Mauro Abbühl

Organisation du Forum: Elisa Fuchs (fuchs culture & cooperation)

Collaboration: Barbara Parsons

Traduction du Rapport: Agnès Vadde

Graphisme: Sylvia Togni Schmucki, Mathias Knauer

© 2012 Coalition suisse pour la diversité culturelle

Pour une meilleure lisibilité de cette publication, l'emploi de la forme masculine fait indifféremment référence aux personnes de sexe masculin ou féminin.

Avec le soutien de

DDC – OFC – Pro Helvetia – Helvetas – artlink – Fédération genevoise de Coopération

Participent en outre à la réalisation du forum

artists in residence ch – Festival Filmar en América Latina – SuissetHEATRE ITI –
Zürcher Theater Spektakel – Theaterhaus Gessnerallee

TABLE DE MATIERES

Programme du Forum	6
Rapport final	8
Mots de bienvenue	16
<i>Ruth Schweikert 16 – J.-F. Jauslin 18 – Diego Gradis 21</i>	
Interventions	24
<i>Farai Mpfunya 24 – Morten Gøbel Poulson 32</i>	
Intervenants	37

Coalition suisse pour la diversité culturelle

La Coalition suisse pour la diversité culturelle a été fondée en automne 2005 dans le but de promouvoir et de protéger la diversité des expressions culturelles tant sur le plan national qu'international.

En réunissant près de 60 fédérations, organisations et institutions de tous les secteurs de la vie culturelle, des médias, de la coopération au développement et de l'éducation, la Coalition est la plus importante organisation faitière dans le domaine de la culture en Suisse. Elle est membre fondateur de la Fédération Internationale des Coalitions pour la diversité culturelle.

PROGRAMME DU FORUM

09.30 **Mots de bienvenue et introduction**

Ruth Schweikert, membre du comité de la Coalition suisse pour la diversité culturelle

Messages: Jean-Frédéric Jauslin, directeur de l'Office fédéral de la culture

Diego Gradis, vice-président de la Commission suisse pour l'UNESCO

09.50 **La diversité culturelle dans la perspective de l'Afrique australe : quels défis pour la coopération internationale?**

Farai Mpfunya, directeur du Culture Fund of Zimbabwe Trust, membre du groupe de travail « Politique culturelle » du ARTerial Network

10.40 **Investir dans la culture comme vecteur d'un développement durable : expériences de la coopération internationale danoise**

Morten Gøbel Poulson, coordinateur de programmes culture et développement, Danish Center for Culture and Development DCCD

11.50 **Que fait la Suisse dans le cadre de la coopération culturelle internationale? Coup de projecteur sur les acteurs et leurs activités**

Avec Alice Thomann, DDC, Danielle Nanchen, Pro Helvetia, Mauro Abbühl, artlink,

Barbara Kruspan, Helvetas, Wenzel Haller, artists-in-residence.ch, Walter Ruggle, trigon-film, Modération : Elisa Fuchs

14.00 **Ateliers**

Atelier 1 (en allemand)

Artistes du Sud et de l'Est en Suisse : quelle promotion faut-il aujourd'hui?«

Traitement préférentiel pour les pays en développement – quotas ou qualité? Artistes et créateurs culturels de la diaspora : à tout jamais représentant-e-s de leur pays d'origine?

Inputs : Nilsa, chanteuse, Mozambique/Suisse, Oliver Dredge, directeur et responsable de programmation, centre culturel KiFF, Aarau

Modération : Urs Gilgen, rédacteur Radio DRS

Atelier 2 (en français)

Les industries créatives comme potentiel de développement : l'exemple du cinéma

Diversité culturelle sur les écrans suisses – accès au marché pour les films du Sud et de l'Est : état des lieux. Comment contribuer, dans le cadre de la promotion internationale, au développement de la production et de la distribution cinématographique sur place?

Inputs : Farai Mpfunya, Martial Knaebel, ancien directeur du Festival international de films de Fribourg

Modération : Gérard Perroulaz, directeur du Festival Filmar en Amérique latina, Genève

Atelier 3 (en anglais)

La culture dans la coopération au développement : cerise sur le gâteau ou levain dans la pâte?

La culture comme potentiel créateur: approches et expériences. Comment parvenir à la durabilité et démontrer l'impact?

Input : Bojana Matić-Ostojić, directrice du Programme culturel suisse dans les Balkans occidentaux (SCP), Sarajevo

Modération : Diego Gradis, président exécutif de Traditions pour Demain, Rolle

Atelier 4 (en allemand)

Coopération culturelle Nord-Sud : au-delà de l'« event »

La diversité culturelle va de pair avec des contextes, des conceptions et des méthodes de travail différents. Comment la coopération internationale peut-elle contribuer au développement des scènes culturelles locales?

Input : Hebba Sherif, directrice du bureau de liaison Pro Helvetia, Le Caire

Modération : Sandro Lunin, directeur artistique du Zürcher Theater Spektakel

Atelier 5 (en allemand)

Mobilité des artistes et de leurs œuvres : Poètes, vos papiers!

Les exigences de la convention de l'UNESCO et les expériences concrètes d'organismes suisses et de leurs partenaires. Quels allègements peuvent être mis en pratique par les autorités suisses?

Avec : Daniel Sormani, chef de section suppléant, Office fédéral des migrations, Philippe Pirotte, directeur de la Kunsthalle Berne

Modération : Beat Santschi, président central de l'Union suisse des artistes musiciens

16.00 **Podium : Pour une politique cohérente et proactive de la Suisse dans sa coopération culturelle avec le Sud et l'Est.**

Que faut-il faire? Lignes directrices et approches de travail pour l'engagement futur de la Suisse

Avec Mauro Abbühl, Farai Mpfunya, Danielle Nanchen, Morten Gøbel Poulson, Walter Ruggle, Alice Thomann

Modération : Christina Caprez, rédactrice Radio DRS 2

Conclusion : Beat Santschi, président de la Coalition suisse pour la diversité culturelle

17.15 Fin du forum

RAPPORT FINAL

Mauro Abbühl

Le 26 août 2011, 159 experts venus de Suisse et de l'étranger se sont retrouvés à Zurich à l'occasion du forum « Diversité culturelle pour un développement durable », organisé par la Coalition suisse pour la diversité culturelle. ONG et institutions publiques issues du secteur de la coopération au développement, institutions et organisations culturelles, artistes, organisateurs et médiateurs culturels ont contribué, par des ateliers et des exposés, à dresser un état des lieux de l'activité suisse dans le domaine de la coopération culturelle avec les pays en développement. Ce forum a montré que, si un travail considérable est fourni aussi bien en Suisse que dans les pays partenaires au Sud comme à l'Est, beaucoup de ces initiatives ne sont pas assez connues à ce jour. Cette rencontre a constitué une première plate-forme publique visant à encourager l'échange d'informations et d'expériences et à s'attaquer à la discussion autour des sujets urgents et autour des stratégies à adopter pour l'avenir.

Suite à l'inauguration du forum par l'écrivaine Ruth Schweikert, membre du comité de la Coalition, Jean-Frédéric Jauslin, directeur de l'Office fédéral de la culture, a souhaité la bienvenue aux participants en soulignant dans son message que la Suisse remettra, en avril 2012, son premier rapport sur la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée en 2008. Quatre thèmes centraux seront présentés dans ce rapport : les mesures en matière de politique culturelle, la coopération internationale, l'intégration de la culture dans les politiques de développement durable, et la protection d'expressions culturelles menacées. Le rapport sera préparé en collaboration avec les acteurs de la société civile et de la sphère publique concernés, et sera discuté en février 2012 à l'occasion d'un événement public.

Diego Gradis, vice-président de la Commission suisse pour l'UNESCO, a rappelé qu'en 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a voté une résolution soulignant l'importance du rôle transversal de la culture dans le développement, en particulier dans le cadre de la réalisation des Objectifs du Millénaire formulés en 2000. Cette résolution déclare notamment « que la culture, composante essentielle du développement humain, constitue une expression de l'identité et une source d'innovation et de créativité pour l'individu et la communauté, ainsi qu'un facteur important de lutte contre la pauvreté... ». Elle invite les pays membres « à promouvoir le renforcement des capacités, selon qu'il conviendra, à tous les niveaux, en vue de donner naissance à un secteur culturel et créatif dynamique, notamment en encourageant la créativité, l'innovation et l'esprit d'entreprise, en favorisant le développement d'institutions et d'industries culturelles durables. »

Le premier invité international, Farai Mpfunya, directeur du « Culture Fund of Zimbabwe Trust », a commencé son intervention par une citation de l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie : « Le problème des stéréotypes n'est pas qu'ils sont inexacts, mais qu'ils sont incomplets. Ils transforment une histoire parmi d'autres en la seule et unique histoire. » Farai Mpfunya a ensuite attiré l'attention sur la très grande diversité culturelle en Afrique, où un milliard d'hommes et de femmes parlent quelque 2000 langues dans 54 pays. Il a invité les pays donateurs à accorder une plus grande confiance à leurs partenaires africains et à déléguer la compétence décisionnelle – en ce qui concerne les projets méritant une aide – à des structures locales. Cofinancé par l'agence suédoise de développement SIDA et géré par des spécialistes zimbabwéens, le « Culture Fund of Zimbabwe Trust » (www.culturefund.org.zw) a apporté son soutien, au cours de ces dernières années, à plus de 500 projets culturels. Financé par plusieurs fondations, le réseau « Art moves Africa » (www.artmovesafrica.org) encourage quant à lui essentiellement la mobilité d'acteurs du secteur culturel au sein du continent africain.

Le deuxième invité, Morton Gøbel Poulsen, coordinateur des programmes pour le Danish Center for Culture and Development DCCD, a abordé le paradoxe suivant : si le rôle primordial de la culture dans les processus de développement est communément admis – les récents événements en Egypte et en Tunisie l'ont à nouveau clairement montré –, la nécessité de programmes d'aide à la culture n'est pourtant pas vraiment reconnue par les bailleurs de fonds. Quant à la Convention de l'UNESCO, elle demeure purement facultative en ce qui concerne la mise en œuvre de mesures de soutien à la culture. La résolution de l'ONU de décembre 2010 relative à la culture et au développement laisse espérer que l'aide à la culture trouvera sa place, à l'avenir, dans les documents clés relatifs à la coopération au développement. Morton Gøbel Poulsen a en outre plaidé pour une bonne documentation des programmes culturels et pour la mise en place de « best practices », car selon lui la question essentielle aujourd'hui n'est plus de savoir « pourquoi » mais « comment ». S'appuyant sur des exemples de projets de la DCCD, il a souligné l'importance de clarifier dès le début les besoins et les capacités des parties prenantes et, dans le cas de projets de coopération, de ne pas se limiter à envoyer les partenaires du Nord dans les pays du Sud, mais aussi d'inviter les acteurs culturels du Sud à venir en Europe afin qu'ils puissent choisir eux-mêmes leurs partenaires.

A la suite de ces deux exposés, plusieurs institutions suisses ont présenté les mesures de soutien qu'elles mettent en œuvre : artlink coopération culturelle, qui, grâce au Fonds culturel Sud financé par la DDC, apporte son soutien avant tout à des projets musicaux ; le réseau artists-in-residence, plate-forme suisse d'envergure nationale active dans le domaine des ateliers d'hôtes et d'échange ; Trigon-Film, qui, elle aussi grâce aux fonds de la DDC, soutient la distribution de films, l'organisation de petits festivals de film et, grâce à la fondation Visions Sud-Est, également la production de films ; Helvetas, qui gère des projets culturels dans plusieurs pays ; la Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia, qui dispose d'antennes au Caire, au Cap, à New Dehli, à Varsovie et à Shanghai ; et pour finir, la DDC elle-même. En 2004, dans sa brochure intitulée « La culture n'est

pas un luxe », elle exigeait de ses bureaux de coopération au Sud et à l'Est qu'au moins 1 % de leur budget soit destiné à des projets culturels. Lors du Forum, la DDC a présenté pour la première fois une vue d'ensemble des nombreuses activités qu'elle a menées au cours de l'année 2009 dans plus de 30 pays. L'aide apportée par cette organisation à des projets culturels – y compris les trois gros programmes que sont les Balkans occidentaux, l'Afrique australe (tous deux mis en œuvre par Pro Helvetia) et l'Asie centrale – s'élevait à quelque 6 millions de francs suisses en 2009, soit 1,08 % du budget global des activités de la DDC dans les pays du Sud et de l'Est. Les trois vastes programmes régionaux cités plus haut constituent 3,5 millions de francs suisses ; deux d'entre eux s'achèveront en 2013. Lors de son intervention au podium, tout comme dans son rapport écrit, la DDC a souligné qu'il existe un potentiel à exploiter en termes d'engagement culturel dans plusieurs pays prioritaires. Dans cette optique, elle prendra les mesures nécessaires pour atteindre la valeur indicative de 1 % également dans les années à venir.

Ateliers

Lors des six ateliers qui se sont déroulés au cours de l'après-midi, la discussion a tourné autour des multiples aspects de la coopération culturelle avec les pays du Sud et de l'Est.

Deux ateliers avaient pour thème « **La culture dans la coopération au développement : cerise sur le gâteau ou levain dans la pâte ?** ». Ils ont abouti aux conclusions suivantes :

- Le soutien apporté à l'art et à la culture doit être considéré comme un domaine à part entière et aussi comme un sujet transversal de la coopération au développement, au même titre que les autres domaines et sujets. La culture est synonyme de changement.
- La coopération culturelle ne doit pas se limiter à l'aide apportée à des projets. Elle doit aussi prendre part au débat autour des conditions-cadres de la politique culturelle de l'Etat et de la société civile, et définir des objectifs à moyen et long terme.
- Les partenaires locaux impliqués dans un programme ou dans un projet doivent pouvoir formuler eux-mêmes leurs problèmes et leurs besoins. La politique d'aide doit être définie suivant le principe d'approche ascendante (« bottom-up »).
- Les projets culturels nécessitent un investissement temporel important et des partenariats sur le long terme.
- Dans le cas de programmes culturels limités dans le temps, le scénario de sortie doit être planifié dès le début. Dans les pays du Nord tout comme au Sud et à l'Est, la production culturelle à but non commercial ne peut s'autofinancer.
- Afin de souligner l'importance et le rôle de la culture dans le domaine de la coopération au développement, des plates-formes d'échange d'expérience et de discussion autour des « good practices » doivent être créées.

- Le chiffre de 1 % dédié à la culture et fixé par la DDC doit être maintenu, voire même augmenté dans les années avenir.

Sous l'intitulé « **Coopération culturelle Nord-Sud : au-delà de l'évent** » s'est déroulé un autre atelier où il était question avant tout des expériences faites par le bureau de liaison de Pro Helvetia au Caire. Plusieurs cas concrets ont été abordés : le séjour, en tant qu'artistes invités, d'un couple suisse dans la capitale égyptienne, et deux projets musicaux où des musiciens et musiciennes des deux pays étaient impliqués. La question de la portée de tels projets dans une ville de plusieurs millions d'habitants, où seule une partie infime de la population s'intéresse à des projets d'échanges culturels, a fait l'objet d'un débat animé. Bien que la discussion ait surtout servi à soulever une multitude de nouvelles questions sur le sujet, quelques déclarations et enseignements sont néanmoins ressortis de cet atelier :

- Le dialogue entre Pro Helvetia et la DDC est souvent difficile en raison d'objectifs divergents : promotion des artistes suisses vs. soutien de l'action culturelle dans les pays du Sud et de l'Est.
- Un projet interculturel pourra être qualifié de réussi qu'à la lumière des objectifs et des attentes qui lui sont rattachés. Ceux-ci peuvent varier fortement selon les parties prenantes au projet et selon les divers groupes impliqués dans les différents environnements (ici et là-bas). Il est donc important que toutes les voix soient entendues.
- Moins les médias locaux parlent de culture, plus il sera difficile de mesurer le succès d'un projet.
- Les critères d'attribution des bailleurs de fonds peuvent avoir pour effet que les acteurs culturels ne formulent pas clairement/ouvertement leur motivation et leurs objectifs.
- La scène culturelle locale doit avoir le droit de rester fidèle à elle-même.
- Il est important de construire des partenariats durables et de créer une fondation en Suisse qui mette en place une structure de soutien pour les jeunes artistes dans les pays du Sud et de l'Est.
- La Suisse ne peut s'immiscer dans la scène culturelle d'un pays que de manière très limitée. Elle peut en revanche, dans son dialogue avec les gouvernements, aborder la question de la nécessité d'une aide à la culture.

Lors de l'atelier intitulé « **Les industries créatives comme potentiel de développement – l'exemple du cinéma** », Martial Knaebel a tout d'abord exposé l'histoire de Trigon-Film en abrégé. Farai Mpfunya a ensuite expliqué, se basant sur l'exemple du Zimbabwe, comment une industrie locale du film peut se développer. Sous forme de rapport écrit a été présenté le projet « Avanti », financé

par la DDC et réalisé de 2002 à 2009 par la fondation Focal (Lausanne), qui a apporté un soutien à la production et à la formation dans le domaine cinématographique dans la région du Caucase du Sud (Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie). Voici les points principaux qui se sont dégagés de cette discussion :

- Les coproductions de films entre producteurs du Nord et réalisateurs du Sud sont la plupart du temps destinées au marché occidental et ne correspondent que dans une moindre mesure aux besoins du public du Sud.
- Une nouvelle génération de jeunes réalisateurs africains (par exemple au Zimbabwe) produit des films à l'aide de caméras numériques, sans subventions. Ils sont vendus pour un dollar, sous forme de DVD, sur les marchés locaux et sont destinés à une projection dans un cadre privé. Comparée aux films financés autrefois grâce aux fonds de la coopération au développement, la qualité de ces nouveaux films est moindre. En revanche, ils donnent l'occasion aux gens du pays de voir des histoires actuelles avec des acteurs qu'ils apprécient.
- Au modèle nigérian d'une production de masse – purement commerciale – de films de moindre qualité s'oppose une nouvelle forme de coproduction, qui s'appuie sur des structures locales de soutien.
- Le déclin du cinéma en Afrique exige la mise en place de nouvelles formes de distribution (projections dans un cadre privé).
- La numérisation des salles de cinéma en Suisse et ailleurs creuse le déséquilibre entre les films de majors et les productions plus modestes. En effet, un film pourra à l'avenir être montré simultanément dans un nombre illimité de salles, indépendamment du nombre de copies existantes.
- Le passage au numérique dans les salles de cinéma de taille modeste est soutenu par l'Office fédéral de la culture. Toutefois ces nouvelles subventions viennent se substituer aux sommes destinées jusqu'à présent à la diversité de l'offre cinématographique et ne couvrent que 25 % tout au plus des coûts engendrés, ce qui pose un problème existentiel aux petites salles.
- L'aide à la production, à la distribution et à la projection de films du Sud et de l'Est, provenant directement de la DDC et mise en œuvre par Trigon-Film et par Visions Sud-Est, est indispensable au maintien de ces films dans les salles et dans les festivals suisses. Un certain manque de transparence concernant les commissions décisionnelles et les critères d'attribution est toutefois critiqué.

L'atelier intitulé « **Poètes, vos papiers !** » avait pour sujet la mobilité des acteurs culturels et de leurs œuvres. Bien que la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle et ses directives pour la mise en œuvre se positionnent clairement en faveur d'un traitement préférentiel pour les acteurs culturels des pays en développement – en particulier pour la facilitation des procédures

d'attribution des visas, d'autorisations de travail et de dédouanement des œuvres et de l'équipement – force est de constater qu'en Suisse comme dans les autres pays européens les conditions d'entrée se sont durcies ces dernières années, en raison notamment du processus de Schengen. Plusieurs exemples ont été débattus lors de cet atelier, comme par exemple le cas de certains artistes renommés, originaires de pays du Sud, qui se sont vu refuser leur visa par l'ambassade suisse ; ou encore le cas de cette administration cantonale qui a exigé une taxe pour l'examen d'une demande du point de vue du marché du travail (en d'autres termes, pour clarifier s'il n'y aurait pas, sur le marché suisse, une personne en mesure de remplir les fonctions de l'artiste étranger invité !). Alors que les ambassades affirment ne pouvoir décider que sur la base de faits (et donc de ne pas pouvoir, par exemple, se fier à la renommée de l'institution hôte), les refus sont souvent estampillés de la justification d'ordre général « risques d'immigration », sans qu'ils ne soient étayés d'aucuns faits précis. Il s'agit là de décisions purement subjectives. Voici les points principaux qui se sont dégagés de cette discussion :

- L'article 16 de la Convention (sur le traitement préférentiel) n'est pas juste une recommandation mais un des rares articles ayant force obligatoire. Il faut donc exiger des instances responsables qu'elles l'appliquent.
- Les administrations impliquées ne connaissent pas la Convention et lorsqu'on en fait mention auprès d'elles, souvent, elles préfèrent passer le dossier à l'OFC. Cette convention a pourtant été ratifiée par la Suisse et non par une administration. Par conséquent, il est urgent de signaler l'existence de cette Convention aux ambassades et aux consulats, tout comme aux autorités cantonales des migrations et de l'emploi. Cette tâche incombe aux instances supérieures.
- Il est important que les artistes et les organisations culturelles qui les soutiennent exercent une pression sur l'opinion publique afin que ce sujet émerge et qu'il soit abordé par la sphère politique. Pour ce faire, il faut établir des contacts avec les instances européennes. En tant que groupement de pays, l'Union européenne a également signé la Convention.
- En vue de la remise du rapport, en avril 2012, sur la mise en œuvre de la Convention, des faits précis doivent être rassemblés sur ce sujet.
- Suite au cas de l'importation d'un violon historique l'an dernier et en raison des interventions de l'OFC, la Direction générale des douanes a adopté une nouvelle directive. Suite aux discussions avec la Coalition, la DFAE a également publié une notice relative aux formalités d'entrée et de visas.

Le dernier atelier avait pour thème « **Artistes du Sud et de l'Est en Suisse : quelle promotion faut-il aujourd'hui ?** » Le débat tournait, d'une part, autour des besoins des organisateurs d'événements en Suisse compte tenu de la demande d'intégrer des projets de pays du Sud ou de l'Est dans leur programme. D'autre part, il s'agissait de se pencher sur le rôle des artistes originaires de

ces pays et de ces continents, ayant émigré en Suisse et vivant ici pour la plupart depuis des dizaines d'années. La discussion a tourné dans une large proportion autour de la mission d'artlink, coopération culturelle, et autour des contributions du Fonds culturel Sud qu'artlink administre. Ce fonds est financé par la DDC et apporte son soutien à des projets dans le domaine musical essentiellement. Voici les principaux points qui sont ressortis des discussions de cet atelier :

- L'organisation d'événements dans le domaine de la world music est une entreprise souvent risquée d'un point de vue financier, particulièrement lorsqu'il s'agit d'artistes inconnus. L'accès à des subventions spécifiques est, dans ce cas, un critère de décision important mais pas le seul, car il existe en effet un degré élevé d'autofinancement dans le domaine de la musique populaire.
- Pour les organisateurs, l'aspect souvent très diversifié des publics (une majorité de Suisses vs. une majorité de migrants) constitue un défi.
- Outre les contributions financières, d'autres formes de soutien telles que le conseil, la publicité, l'accroissement de la notoriété ou la mise en réseau, sont également importantes.
- La Suisse, avec sa superficie, n'offre que des possibilités limitées de se produire sur scène aux artistes y vivant. Leur intérêt a tendance à décliner avec les années.
- Les artistes originaires du Sud ou de l'Est vivant en Suisse entretiennent souvent de multiples contacts avec leur pays d'origine ; ils pourraient donc facilement faire le lien entre les deux pays, d'autant qu'ils portent souvent un intérêt aux projets de coopération. Dans les faits, on ne s'adresse que rarement à eux à ce sujet. Par leurs apparitions sur scène, leurs cours et leur présence quotidienne, ils contribuent de manière non négligeable à entretenir un public intéressé.
- De vraies mesures sont à prendre dans le domaine du théâtre, car la langue parlée nécessite une traduction / transcription. Malheureusement, cette branche pâtit du fait que la DDC a donné la priorité au domaine de la musique.

Débat de clôture

Lors de la discussion de clôture, les représentants des différentes institutions de soutien ainsi que les deux invités étrangers ont abordé les déclarations et les conclusions faites à l'issue des différents ateliers. Ils ont également répondu aux questions du public. Voici les principaux constats et les principales revendications de ce Forum :

- La DDC confirme son engagement selon lequel 1 % des moyens mis à disposition des bureaux de coopération au Sud et à l'Est doit aller au soutien de la culture locale. Ce principe continuera à faire partie intégrante de la stratégie de la DDC.

- Les synergies et la cohérence entre les mesures d'aide dans les pays du Sud et de l'Est et celles en Suisse, doivent être renforcées.
- La numérisation des salles de cinéma de taille modeste est importante pour la propagation des films du Sud. Les contributions de l'OFC pour le passage au numérique sont insuffisantes.
- Concernant l'article 16 de la Convention (sur le traitement préférentiel pour les pays en développement), des mesures doivent être prises de toute urgence auprès des représentations suisses à l'étranger et auprès des autorités des migrations et de l'emploi en Suisse.
- L'information et le débat sur l'engagement suisse en matière de culture et de développement doivent être améliorés par le biais de plates-formes d'échange adaptées. Ils doivent être également intégrés à la discussion entre la DDC et les ONG qu'elle soutient.

Au cours des prochains mois, la Coalition suisse pour la diversité culturelle, par le biais de son groupe de travail dénommé « Coopération internationale », se penchera sur les requêtes formulées lors du Forum et préparera des mesures d'interventions concrètes concernant les questions les plus urgentes. En tant que représentante de la société civile conformément à l'article 11 de la Convention de l'UNESCO, elle prendra également position dans le rapport que l'OFC prépare sur la mise en œuvre de la Convention.

RUTH SCHWEIKERT

Vorstandsmitglied Schweizer Koalition für die Kulturelle Vielfalt

Ich freue mich sehr, Sie im Namen der Schweizer Koalition für die kulturelle Vielfalt zum Forum „Kulturelle Vielfalt für nachhaltige Entwicklungen“ begrüßen zu dürfen. Das breite Interesse hat uns ein wenig überwältigt, zeugt indessen von der Notwendigkeit einer solchen Veranstaltung, die weit mehr als hundertfünfzig Akteure aus Kultur, Politik, Zivilgesellschaft und Entwicklungszusammenarbeit vereint und damit die Möglichkeit schafft, Erfahrungen auszutauschen, Probleme zu diskutieren, sich stärker zu vernetzen und kohärente Strategien für die Zukunft entwerfen

Wir hatten mit etwa hundert Teilnehmerinnen und Teilnehmern gerechnet und hoffen deshalb auf Verständnis, wenn die Platzverhältnisse in Workshops und bei der Verpflegung vielleicht etwas beengt und improvisiert sind.

Lassen Sie mich ganz kurz etwas zum Anlass und zur Situierung dieser Tagung sagen:

2005 wurde die Schweizer Koalition für die kulturelle Vielfalt gegründet. Sie umfasst gegen 80 Kulturorganisationen, Urheberrechtsgesellschaften, Entwicklungs-NGOs sowie Persönlichkeiten aus der Zivilgesellschaft. Sie setzt sich ein für die Förderung und den Schutz der kulturellen Vielfalt, welche durch die internationale Handelsliberalisierung gefährdet ist.

2008 hat die Schweiz die UNESCO-Konvention für die kulturelle Vielfalt ratifiziert 2009 veröffentlichte die Koalition gemeinsam mit der Schweizer UNESCO-Kommission den Bericht „Kulturelle Vielfalt – mehr als nur ein Slogan“ mit Vorschlägen für die Umsetzung der UNESCO-Konvention in der Schweiz. Der Bericht beschäftigt sich mit acht zentralen Bereichen, Medien, Bildung, Visuelle Kunst und Kulturgütererhaltung, Film, Theater und Tanz, Literatur, Musik sowie internationale Zusammenarbeit. Das Forum heute beschränkt sich auf den letzten, eminent wichtigen Bereich, befragt er doch die Herausforderungen und Möglichkeiten einer globalisierten Welt, in der gleichzeitig viele Menschen und Gruppierungen dazu neigen, sich in fragwürdiger Weise aufs Nationale oder Lokale zu besinnen. Dieses Spannungsfeld gilt es immer wieder aufs Neue auszuloten.

Im Vorfeld der heutigen Tagung ist mir immer wieder eine Geschichte durch den Kopf gegangen, eine Geschichte, die ich gerne erzählen würde, zu der mir allerdings ein paar wesentliche Elemente fehlen. Was ich erinnere, sind zwei Männer, beide sind Gefangene, ein Russe und ein Japaner, die aufeinander angewiesen sind, um zu überleben. Was tun sie, um sich zu verständigen? Der Russe versteht kein Wort Japanisch, der Japaner kein Wort Russisch. Es gibt keine gemeinsame Fremdsprache. Die Geschichte hat mir jemand erzählt, den ich nicht mehr fragen kann. Ich

erinnere, dass er gesagt hat, die Geschichte sei wahr und eben deshalb kaum glaubhaft. Das, was ich noch von ihr weiss, ergibt nichts Kohärentes, aber sie entwirft vielleicht ein paar Fragen, die etwas mit unserem heutigen Thema zu tun haben.

Die Geschichte spielt in Japan, irgendwann zwischen 1600 und 1854. Japan hatte sich immer mehr nach außen hin abgeschottet: Starke Handelsbeschränkungen und ein absolutes Ausreiseverbot für Japaner und ein Einreiseverbot für Ausländer. Stellen wir uns also vor, die beiden Gefangenen haben gegen das Ein- und Ausreiseverbot verstossen und werden darum auf einer kleinen, Japan vorgelagerten Insel gefangen gehalten. Wie gesagt, sie sind existentiell aufeinander angewiesen. Sie beginnen also, miteinander zu sprechen; sie sind sich fremd. Keiner von beiden ist gewillt oder in der Lage, die Sprache des anderen zu erlernen. Schritt für Schritt entwickeln sie eine eigene, dritte Sprache; eine Sprache, die nur sie beide verstehen. Wie muss man sich diese Sprache vorstellen? Rudimentär? Oder im Gegenteil, besonders reich und differenziert, weil sie sowohl für die Erfahrungswelt des Russen als auch für diejenige des Japaners Worte findet? Ich weiss es nicht.

Die Jahre gehen ins Land. Beide Gefangenen sind noch am Leben, aber weiterhin Gefangene. Die Geschichte könnte hier enden; sie könnte uns etwas erzählen über kulturelle Vielfalt; sie stellt die Frage nach dem Wie einer Verständigung, nach Tradition und Erneuerung, nach Abschottung und Oeffnung Einzelner und ganzer Länder. Wo kulturelle Vielfalt sich nicht auf das Recht, das so genannt Eigene gegen so genannt Fremdes zu verteidigen, beschränkt, sondern einen Beitrag leisten soll zur Verständigung, müssen sich die Kulturen aufeinander zu bewegen. Doch die Geschichte geht weiter und offenbart die Fragilität des scheinbar Erreichten. Hier bin ich nun wieder auf Spekulationen angewiesen. Es ist nämlich so, dass die beiden beschliessen, einen gemeinsamen Brief an die zuständige Stelle zu verfassen, die ihre Gefangenschaft verfügt hat. Der Brief soll ihre Freilassung erwirken. Dabei handelt es sich um eine japanische Instanz; der Brief muss also in japanischer Sprache verfasst worden sein.

Offenbar hat der Russe doch noch Japanisch gelernt, zumindest ist das die Voraussetzung für den zweiten Teil, der mir in Erinnerung geblieben ist. Der Russe muss eine Formulierung gewählt haben, die der Japaner entschieden ablehnte. Dabei ging es nicht um Inhaltliches, sondern um eine bestimmte Formulierung. Ich gerate ins Schleudern, weil die Geschichte so nicht aufgehen kann; stelle mir stattdessen vor, der Brief ging an russische Behörden, die sich einsetzen sollten für die Freilassung der beiden Gefangenen. Der Japaner flehte den Russen an, eine andere Formulierung zu wählen, da er sich sonst in seiner Ehre gekränkt fühle. Nach einigem Hin und Her gab der Russe nach und liess sich auf die Aenderung ein, die ihn persönlich in keiner Weise betraf; sie war nichts als ein Zugeständnis zur Gedanken- und Gefühlswelt seines Mitgefangenen. Sagen wir, die Geschichte hatte ein Happy-End, die Bemühungen hatten Erfolg, die Russen erwirkten die Freilassung der beiden. Ab jetzt folgt der Teil, den ich genauer in Erinnerung habe. Der Japaner hatte nämlich zur Sicherheit einen Abschiedsbrief an seinen Sohn verfasst, in dem er sinngemäss

folgendes schrieb: Wenn die Bitte um Freilassung nicht in seinem Sinne geändert worden wäre, hätte er zuerst den Russen, dann sich selber getötet.

Ich weiss, es ist eine merkwürdige Geschichte. Eine Geschichte, die mehr Fragen aufwirft als Fragen zu beantworten. Aber vielleicht gerade deshalb, und auch in der Unsicherheit meiner Erinnerung, hat sie etwas zu tun unserem heutigen Thema. Eine Geschichte, die uns auch konfrontiert mit der schmalen Brücke des kulturellen Austauschs, der Bereitschaft zu Zerstörung und Gewalt, wo scheinbar erworbenes Verstehen – die dritte Sprache! – existentielle Unvereinbarkeiten birgt und verbirgt.

Kulturelle Vielfalt ist weder Wunschdenken noch Schreckensvision, weder Behauptung noch Unmöglichkeit, sie ist Realität – die Frage ist einzig, was wir tun können und müssen, um sie wahrzunehmen, sie anzunehmen, und das Bewusstsein dafür weiter zu entwickeln – doch dieses „Wir“ ist eben kein Gruppen-Wir, sondern setzt sich zusammen aus Einzelnen, die im Zusammenhang mit Kultur allerdings schnell zu einem imaginären Wir greifen – wir Schweizer, wir Christen, wir aufgeklärte säkularisierte Bürgerinnen und Bürger des Abendlandes.

Ich wünsche Ihnen und mir, dass der heutige Tag Gelegenheit bietet, uns damit und mit ganz anderen Fragen auseinanderzusetzen.

Es bleibt mir, zu danken: den Unterstützerinnen und Unterstützern dieses Forums, die zum Glück alle aufgelistet sind im Programmheft, wer nicht aufgelistet ist, sind die Mitglieder der vorbereitenden Arbeitsgruppe; es sind dies Mauro Abbühl, Wenzel Haller, Mathias Knauer, Sandro Lunin, Barbara Parsons, Gérard Perroulaz und Ursula Werdenberg. Last, not least, danke ich sehr herzlich der Projektkoordinatorin Elisa Fuchs.

Ich darf nun Frédéric Jauslin begrüßen, Direktor des Bundesamtes für Kultur. Herr Jauslin ist der Koalition seit Anbeginn verbunden, war er doch am 28. September 2005 in Bern an der Gründung und öffentlichen Lancierung der Koalition beteiligt und ebenfalls an der Präsentation unseres Berichts 2009. Wir freuen uns sehr, dass er auch heute mit einem Grusswort bei uns ist.

Ebenfalls kurz vorstellen möchte ich Diego Gradis, geschäftsführender Präsident von *Traditions pour Demain* und hier in seiner Funktion als Vizepräsident der schweizerischen UNESCO-Kommission. Diego Gradis ist eigentlicher Initiator der Koalition und hat sie als äusserst engagiertes Vorstandsmitglied entscheidend geprägt.

JEAN-FRÉDÉRIC JAUSLIN

Directeur de l'Office fédéral de la culture

La diversité culturelle est l'un des objectifs centraux de la politique culturelle fédérale, quelles que soient les disciplines artistiques à soutenir et les expressions de notre patrimoine à préserver. Elle figure en bonne place dans la nouvelle Loi sur l'Encouragement de la Culture et dans le premier Message culture, qui guidera la politique de l'OfC de 2012 à 2015. Je suis dans ce sens très heureux de pouvoir prendre la parole en ouverture de ce forum.

Dans un petit pays multiculturel comme la Suisse, une telle thématique ne pourrait en effet pas longtemps rester lettre morte sans conséquences désastreuses. A beaucoup d'égards, la Suisse doit d'ailleurs sa richesse économique et culturelle à la variété de langues, de pratiques et de points de vue qui prospèrent sur son territoire. Le fait d'avoir su cultiver son importance, et d'être prêt à en faire autant à l'avenir, constitue bien au contraire une clé pour la vitalité de la culture suisse – et en ces termes un gage de développement durable au sens large. C'est dans le même état d'esprit que la Suisse a ratifié en 2008 les Conventions de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

En conséquence, les quatre institutions de la Confédération que sont l'OfC, Pro Helvetia, la Bibliothèque nationale et le Musée national suisse mettront dès 2012 un point d'honneur à valoriser de concert la diversité culturelle et les «Traditions vivantes» suisses, en plaçant sur le devant de la scène, chacune à leur manière, l'importance des cultures régionales et traditionnelles pour la vie culturelle suisse dans son ensemble. De concert avec Pro Helvetia et d'autres partenaires, l'OfC s'est par ailleurs associé à l'organisation d'un Forum «Culture et Economie» où il sera question de discuter la diversité culturelle et les relations qu'elle dessine entre identités régionales et mondialisation.

Plus spécifiquement, on peut relever que dans le cadre de la Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, la Confédération s'est non seulement engagée sur une série de principes, mais également sur des résultats concrets. En la ratifiant, elle acceptait en effet de publier, tous les quatre ans, un rapport sur les mesures prises en vue de protéger et de promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire ainsi qu'au niveau international. Celle-ci ayant été ratifiée en 2008, le moment de vérité, et la parution du premier rapport, est prévu à l'horizon du mois d'avril 2012. Ce rapport devra aborder sans fard les initiatives prises par la Suisse dans quatre domaines : les mesures et les politiques culturelles ; la coopération internationale ; l'intégration de la culture dans les politiques de développement durable ; et enfin la protection

des expressions culturelles menacées. Sur chacun de ces thèmes, il sera question de définir les objectifs des mesures prises, de détailler leurs modalités de mise en œuvre et les ressources prévues à cet effet. Dans un second temps, l'analyse de chacune de ces politiques visera par ailleurs à identifier leurs effets avérés, mais aussi les défis qui subsistent quant à leur réalisation.

L'Office fédéral de la culture et la Commission suisse pour l'UNESCO, associés au team culture et développement de la DDC, s'attèlent d'ores et déjà à cette réflexion. Dans les mois à venir, nous soumettrons un questionnaire à différents types de destinataires – Offices fédéraux, administrations cantonales et communales et aussi, bien sûr, aux acteurs de la société civile. C'est sur la base de cette consultation que sera établi un premier jet du rapport final, qui sera à nouveau discuté en public cet hiver, à l'occasion d'un événement ouvert et similaire à ce forum. Dans un réel effort de transparence, cette rencontre sera par ailleurs précédée d'une procédure d'audition en ligne, permettant à tout un chacun, où qu'il se trouve, de partager son point de vue.

Par ces dispositions, je souhaite de tout cœur que la Suisse parvienne à offrir un rapport exemplaire à l'UNESCO en avril 2012. La tâche promet d'être conséquente. Elle requerra la collaboration de nombreux acteurs fédéraux et un dialogue poussé avec les représentants de la société civile. Et si nous l'envisageons comme un processus administratif impliquant une étroite participation de la société civile, cet effort pourrait également constituer le point de départ d'une profonde et véritable réflexion collective, à condition de pouvoir compter sur l'implication constructive de chacun. Si je l'annonce aujourd'hui en ces termes, c'est que j'espère pouvoir compter sur la bonne volonté, et la participation appliquée de nombre des acteurs qui se trouvent dans cette salle aujourd'hui. Souhaitons ainsi qu'ensemble – et ce quelle que soit la diversité de cultures et de points de vue qui nous sépare – nous parvenions à établir un rapport qui, tant sur le fond que sur la forme, fasse honneur à ce précieux attribut suisse qu'est le multiculturalisme.

DIEGO GRADIS

Vice-président de la Commission suisse pour l'UNESCO

J'aimerais commencer par vous parler de ce que Paul Samuelson, Prix Nobel d'économie en 1970, considérait comme «le meilleur exemple d'un principe économique indéniable, mais contraire à l'intuition de personnes intelligentes».

Samuelson, qui imprégnait mes cours d'économie en faculté de droit, matière dans laquelle j'étais d'ailleurs assez nul, trouvant que tout cela manquait un peu de rigueur, -Samuelson donc -parlait de la «théorie de l'avantage comparatif».

La théorie de l'avantage comparatif était à l'époque encore considérée comme une des clés du commerce international. On la devait à l'économiste anglais Ricardo, le chantre du libre-échange au début du 19ème siècle : cette théorie voulait que, dans un contexte de libre-échange, si un pays se spécialise dans la production pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte, comparativement à ses concurrents, il accroîtra sa richesse nationale. Autrement dit, si c'est moi qui produit le mieux et le moins cher des bananes, ce que me dit Ricardo est que je dois produire principalement des bananes. Des bananes au cinéma – par exemple – il peut n'y avoir qu'un pas.

Pendant les négociations – disons, intéressantes – de la Convention de 2005 à l'UNESCO, je me suis souvent remémoré la théorie des avantages comparatifs. Une des principales contributions de la Convention est de reconnaître que les biens et les services culturels ne sont pas des biens marchands comme les autres. Cela a été dit et répété. Il en découle -de ce sens donné à la culture -que le «principe économique indéniable des avantages comparatifs» est en fait tout à fait incompatible avec le secteur de la culture, et avec la place qu'il a pris dans le commerce international.

Si je vous raconte tout ça, c'est parce ce que c'est vraiment cela qui nous réunit aujourd'hui. L'intelligence de la Convention, qui reconnaît aux Etats la possibilité de mener des politiques culturelles souverainement, c'est de mettre entre parenthèse la logique des avantages comparatifs de Ricardo, c'est permettre de décider de politiques susceptibles de prendre la tangente par rapport aux strictes règles du libre-échange.

Ce «privilège» ou principe d'exception vaut déjà pour lui-même au plan national dans le contexte de la globalisation. Il prend cependant toute sa dimension et dès lors une valeur essentielle dans le cadre des politiques de coopération internationale que la Convention de 2005 reconnaît et même désigne comme un des socles de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Ce, d'autant plus que sur instigation de l'UNESCO, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu en septembre 2010 le rôle prépondérant et transversal de la culture dans le développement -et notamment dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement. La culture est désormais un instrument incontournable des politiques de coopération pour l'éradication de la pauvreté, et ce aux côtés de leurs autres importantes missions comme promouvoir les droits humains, la compréhension interculturelle, renforcer la participation sociale dans la gouvernance locale et mondiale, etc. etc.

En sortant la culture de la logique purement économique des avantages comparatifs et en l'asseyant au coeur des enjeux du développement, l'UNESCO a permis d'élever la diversité culturelle au rang des grands équilibres de la planète. La Suisse y a activement participé, elle doit aujourd'hui s'engager pour le maintenir. Et je compléterai le survol de Jean-Frédéric Jauslin sur la mise en œuvre de la Convention en mentionnant la contribution de la Suisse au Fonds international pour la diversité culturelle.

La Commission suisse pour l'UNESCO de son côté, dès le début des négociations en 2004, a tenu à intégrer les organisations de la société civile dans le processus de réflexions en organisant plusieurs consultations dont les résultats ont été directement transmis à nos négociateurs à Paris. La Suisse s'est ainsi faite le champion du rôle fondamental aujourd'hui reconnu à la société civile dans l'architecture de la Convention et dans sa mise en œuvre; c'est ce qu'on trouve dans le fameux article 11 de la Convention.

La création de la Coalition suisse pour la diversité culturelle inspirée par la Commission avant même l'adoption de la Convention était un passage obligé. Je tiens ici à féliciter la Coalition pour le travail accompli et pour l'organisation de ce Forum, un des prolongements au rapport de fin 2009 «La diversité culturelle -plus qu'un slogan», fruit de nos efforts conjoints.

La Suisse a été un des précurseurs du développement culturel. Les règles que la DDC s'était fixée, il y a près de 10 ans, ont fait école. Je me souviens encore de ces longues séances avec Toni Linder et d'autres, autour de Jean-François Giovannini, à essayer de trouver par quel bout logique on allait décortiquer la question. Beaucoup d'eau a coulé depuis. L'UNESCO a parachevé entre temps son bouquet de conventions pour promouvoir la diversité culturelle proclamée dans la Déclaration universelle dont nous célébrons les dix ans, cette année.

Comme l'a dit Jean-Frédéric Jauslin, la Suisse devra fin avril prochain rendre compte à l'UNESCO de ce qu'elle a fait pour la diversité des expressions culturelles. En organisant une rencontre en février prochain à laquelle nous espérons vous participerez aussi nombreux qu'aujourd'hui -et vous avez entendu l'appel de Jean- Frédéric Jauslin -, la Commission suisse pour l'UNESCO s'attachera à ce que la voie des acteurs suisses de la culture soit encore une fois entendue.

Vous allez ici commencer à nourrir la réflexion que nous avons engagée avec les Départements concernés de l'Administration fédérale pour définir une politique intégrée et complète de coopération culturelle, une politique qui doit aller plus loin encore que là où elle en est.

Donc, au nom de la Commission suisse pour l'UNESCO et de sa Présidente, je vous souhaite, moi aussi, plein succès dans vos travaux. Je tiens à remercier la Coalition ainsi que les divers bailleurs et contributions personnelles qui ont permis que ce Forum nous réunisse aujourd'hui.

FARAI MPFUNYA

Cultural Diversity from a Southern African Perspective

Challenges for International Co-operation

The problem with stereotypes is not that they are untrue, but that they are incomplete. They make one story become the only story... The consequence of a single story is this: it robs people of dignity. It makes our recognition of a single humanity difficult... Stories matter. Many stories matter. Stories have been used to dispossess and to malign, but stories can also be used to empower and to humanize. Stories can break the dignity of a people but stories can also repair that broken dignity.
“The Danger of a Single Story”, Chimamanda Ngozi Adichie, Nigerian Author

The title of my presentation could have been, “The Danger of a Single Story” but this is Nigerian novelist Chimamanda Ngozi Adichie’s own warning about dangers of the single story on cultural diversity and international co-operation in a marvellous talk that you can see yourselves on TED* global website.

Increasing numbers of people now agree that culture, in its varied definitions, is an important component of international co-operation** for development. This assertion is made on the assumption that more often than not, in establishing frameworks for North South co-operations, the North defines the rules of engagement with little sensitivity to local cultural contexts and preferred priorities. As the South further interrogates the concept of development itself and some self-serving interest of international partners, this position is changing. New challenges and possibilities are emerging from the experiences in the cultural sphere.

As an African, coming to Zurich to share Southern African experiences on challenges to international cooperation in the cultural sphere, my journey would not be complete without making references to recent killings in Norway, the murder of a black man in Mississippi by seven white youths, the killing of a black man in London by the Met Police and subsequent riots by youths from all races up and down England. These events shocked us in the South and pose a threat

* “The Danger of a Single Story”, [Chimamanda Ngozi Adichie](http://www.ted.com/talks/chimamanda_adichie), Nigerian Author, http://www.ted.com/talks/chimamanda_adichie

** International cooperation refers to a group of actions and/or resources exchanged between actors from different countries, voluntarily and according to their own interests and strategies. Rodríguez Vázquez, Horacio (2011)

to the management of cultural diversity in an increasingly multi cultural globe. Over 2 million Zimbabweans have emigrated into the Diaspora in the last ten years as a result of our failure to manage our own broader diversity issues (ideology, ethnicity, gender). This mobility, for example, makes our cultural interdependence a common responsibility.

One of the main challenges faced by Southern African countries who have signed up to the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expression is the management of cultural diversity^{***}. As some of these nation states reshape their scenarios of the future, lessons are drawn from Zimbabwe's post-independence racial reconciliation overtures and *bust-ups*, South Africa's "rainbow nation" project and the "*failed multiculturalism*" as the British Prime Minister, David Cameron, has described societal shifts in his own country. Many African countries are seeking new ways to mainstream culture in policies, to share information, to achieve sustainable cooperation with others and to set up culture funds as concrete actions in the implementation of the above mentioned UNESCO convention. This journey is demanding new dialogue on the meaning of *culture* and *tradition*, the way of doing *things* on the continent.

A narrow understanding of *culture* and *tradition*, especially among the youth, is a major challenge in the South today. The convolution of traditions and cultures in an increasingly global world threatens the identity of individuals and nations and in turn social participation and meaningful contribution to economic development. These are prerequisites of sustainable international cooperation in the cultural sphere and sustainable development.

The fact that Africa is culturally diverse is undisputed. That it has been unfairly treated in the brotherhood of continents as far as fair distribution of wealth is concerned is also a fact. The complex nature of the continent's diversity as illustrated below has often been simplified resulting in the wrong interventions in development programmes.

- curved along multi cultural and linguistic demarcations by its colonisers that still form potential fault lines of conflict and cooperation
- just over 1.0 billion people speaking around 2000 languages in 54 countries makes it the most multilingual continent in the world
- possessing the richest natural resource base in the world, second-largest and second most-populous continent, it is rich and not poor as perennial projected
- My native country, Zimbabwe, has over 40 minerals, world heritage sites such as the Great Zimbabwe and the Victoria Falls and has the second most literate people in Africa.

^{***} Cultural Diversity refers to a range of different societies or peoples with different origins, religions and traditions all living and interacting together.

It is for these reasons that many people in the South are tired of the continents so called *potential* where it perennially fails to unleash deserved *beneficiation* of its vast resources.

It is for these reasons that young Africans are questioning why African internet content is less than 1%. It is for these reasons that many Africans want a new historic narrative of the continent, a narrative of the African journey and not only foreigners' journeys and work on the continent. They no longer want a single story for Africa.

My home country, Zimbabwe, is redefining itself in a relatively peacefully manner, albeit slowly for some observers. I chair a committee dealing with culture, values and ethics on the National Code on Corporate Governance Project. The project was borne out of the acknowledgement by the corporate sector that it must also take responsibility for the erosion of values and corruption in the country. In our committee discussions, we demonstrated the clear link between good governance and the concepts of creativity, rights, equitable wealth distribution, freedom and inter-cultural dialogue within the Zimbabwean context. The way of doing business is as much about economics as it is about values and culture in its diversity. We are confident that there will be a section on values and culture in the final Code.

There are many other national initiatives seeking ways to break the decade-long political impasse in Zimbabwe that have been developing platforms to build a culture of diversity in tackling the following themes, among others;

- Nation building values and principles embracing all ethnic groups
- People oriented leadership and their management of cultural diversity
- Building plurality around gender, ethnicity, age, disability, language, etc
- People-driven peace and reconciliation programmes

There are also numerous examples of community based initiatives where village heads have used traditional ways of managing conflict. For example, violence has often caused great suffering during Zimbabwe's political elections and has divided communities. Instead of waiting for national healing programmes, indigenous knowledge on resolving problems are being employed with relative success. Reparations are paid to victims in the form of cows or goats when someone committed murder in a community. Where physical evidence is clear, modern judiciary channel are used of course. Unfortunately some of these home-grown initiatives are not being documented and therefore acknowledged adequately.

On a regional level, I was fortunate to be a member of Arterial Network**** Cultural Policy Task Force that culminated with a publication on framework for African Cultural Policies, a tool made available for governments across the continent. Supported by international cooperation Africans across some 30 countries are connecting via reading groups, seminars and conferences, making great strides in confronting the following cultural diversity themes;

- The cultural dimension of development: what is its relevance today?
- Understanding the creative industries and its importance within Africa, particularly in the light of the Nairobi Plan of Action on Cultural Industries
- Intellectual property rights within an African context
- Climate change and its impact on culture, cultural diversity and culture and development
- UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions and its relevance to Africa
- Intercultural dialogue, cultural diplomacy and its meaning for Africa
- Recommendation on the Rights and Status of the Artist and its applicability to African countries
- Culture, the arts, human rights and democracy in the African context
- Artists' mobility within Africa and between Africa and other continents

Some of these experiences have been captured in other publications; *Arts Advocacy and Networking Toolkit*, *Arts and Culture Information Directory* and *Contemporary Arts and Culture Discourse: African Perspective 2011*. These publications are co-authored by Africans from a diversity of backgrounds including myself. The continued success of such a network will depend on the secretariat leadership, the network members themselves and local and international co-operation support which could be in the form of a seminar such as this one where Africans are invited to tell the African stories.

Two facets of cultural diversity are also worth sharing in this forum because they have shaped post-modern Africa in a significant way; *language* and *religion*****. Language has profoundly demarcated Africa and debate around it needs to be more vigorous. I will come back to language in greater detail while I make a brief commentary on religion.

**** 'The vision of ARTERIAL NETWORK is of a vibrant, dynamic and sustainable African creative civil society sector engaged in qualitative practice in the arts in their own right, as well as in a manner that contributes to development, the eradication of poverty, human rights and democracy on the African continent.'

***** Notwithstanding importance of other diversity facets such as gender, ethnicity, age, values, human capability and personality.

Many Southern Africans struggle with spiritual dualism and its manifestations are abound in the form of religious diversity similar in all the countries. For many, their African spiritual world view was conflated into Christianity and Islam and the cultures of those who brought these religions leaving a convoluted identity that challenges sustainable development. The fastest growing churches in the region are the Apostolic Faith movements and the American-style Pentecostals. These two have brought in creeds, values and cultural norms whose impact is yet to be fully examined and the languages spoken [tongues] yet to be translated! Recent books such as Zimbabweans Professor Rukuni's *Being African* and Professor Mbigi's *The Spirit of African Leadership* seek to address issues of cultural identity in a modern era.

While a country such as Cameroon has more than 200 indigenous languages representing as many ethnic groups, the Anglophone and Francophone linguistic divide is argued by some to pose greater obstacles to national development. The assimilation of many native Mozambicans into the Portuguese language and culture robbed them of their cultural and linguistic heritage. This left them poorer, both economically and culturally. Like the Congo DRC and Rwanda, Mozambique appears to be moving towards the use of English for business! While it is remarkable that the average South African speaks at least three languages with the black population speaking more than others, it is also worth noting that the uprising by Soweto children in 1976 was a result of their rejection of learning Afrikaans. The day is now commemorated as the Day of the African Child across the continent.

I was recently reminded about the dilemma of linguistic diversity as I listened to a TED^{*****} talk. Biologist, Mark Pagel, shared his theory on the evolution of the complex system of language we use as human beings. He suggested that, "language is a piece of *social technology* that allowed early human tribes to access a powerful new tool: **co-operation**." He argued that language as, "a culturally transmitted replicator....the voice of our genes" has enabled humans to advance faster than all other species and conclude his talk by proposing that we are confronted with the dilemma that; if humanity wants to advance even faster, "our destiny is to be one world with one language". He cited the EU's cultural diversity challenge. In order to co-operate it spends over one billion Euros translating its 23 official languages annually! Pagel has also expressed the following view in reference to cultural diversity, "if language can structure the brain at those levels, maybe language in its association with culture makes us think about the world in different dimensions. If we lose languages, those ways of thinking will also be lost."

The view on a common language could be challenged by those who believe that languages are vehicles of mankind's knowledge and history whose plurality is therefore important to protect. Pagel might however be suggesting that, we could all preserve our various native languages but

***** TED is a non-profit devoted to Ideas Worth Spreading. It started out (in 1984) as a conference bringing together people from three worlds: Technology, Entertainment, and Design. Since then its scope has become ever broader.

adopt one global language, is we want to make quantum leaps in evolution. Some will question here whether quantum leaps make us a better species in the wider universe? Those who are against the global dominance of English may argue that all spoken languages underpin the peculiarities of our cultural diversity and a dominant language could undermine the richness that diversity brings to humanity.

Cultural diversity as manifest through language is a dilemma for Southern Africa. On the one hand, adopting common language could enhance co-operation and development ratings while on the other, protection of the diversity of language as carriers of heritage and protectors of pluralism is key to sustainable development. Zimbabwe adopted English as a business language and found itself culturally anglicised. As government adopted its “Look East Policy” some are calling for the teaching of Mandarin because the world economic epicentre is shifting in that direction.

South Africa’s “the rainbow nation”^{*****} project offers an example of management of linguistic diversity. Its constitution enshrines the right of citizens to receive government services in their 11 official languages. Other languages such as Sign, Khoi, San, Arabic, Hindu, and Yiddish among others are referred to as non-official languages but recognised as reflecting the diversity of its people.

While the management of cultural diversity seems to work for South Africa, fault lines along racial and nationalist lines are widening. Xenophobic attacks on black foreigners have soured relations with neighbouring countries. Critics argue that the country’s *rainbow* constitutes separate *colour bars* reflecting parallel co-existence of ethnic groups; the Zulus, Xhosas, Afrikaners, Anglo-Saxon whites, Asians and Coloureds form the dominant cultural groupings.

The debates on plurality, diversity and multiculturalism are very much alive on a number of other platforms. Zimbabwe has a pavilion at the 54th Venice Biennale with 4 visual artist showcasing challenging representations of curator, Raphael Chikukwa’s theme; *Seeing Ourselves: Questioning Our Geographical Landscape and the Space We Occupy from Yesterday, Today and Tomorrow*. Photographer, Calvin Dondo presented a portrait study of multi-racial German families reversing the usual norm of Europeans seeing Africans through their own lenses. Tapfuma Gusta’s work reflects on the global tremors; political, natural and economic. Their narratives of African art are changing traditional perceptions.

^{*****} South Africans have been referred to as the ‘rainbow nation’, a title which epitomises the country’s cultural diversity. The population of South Africa is one of the most complex and diverse in the world. Of the 45 million South Africans, nearly 31 million are Black, 5 million White, 3 million Coloured and one million Indian. There are 11 official languages.

The Culture Fund of Zimbabwe Trust, a not-for-profit NGO whose vision is to see interventions in the Arts and Culture help create wealth for the country, has funded some 500 projects in Zimbabwe in the last four years. Assisted by the Swedish International Development Agency (Sida) it is a unique model of cooperation around an African fund. Among other programmes, it contributes to over 20 local festivals as a means of promoting and protecting the diversity of cultural expression in the country. It is an example of an “arms length” relationship between partners Sida where the basis of trust is shared values and organisational culture.

Pan-African initiatives such as Art Moves Africa (AMA), Arterial Network and the Observatory of Cultural Policies in Africa (OCPA) have made greater strides in building and supporting inter-regional collaborations and exchanges. AMA runs an artist’s mobility fund, a virtual mobility hub and recently concluded a mobility circuit study for East Africa. ARTERIAL and OCPA on the other hands complement these efforts with the support of international co-operation from mainly European funding agencies. While resources to expand programmes, skilled personnel to run them and commitment from local governments and organisations remain a big challenge for diversity management, creative ways to confront them need to be found.

There are many other examples of interesting initiative in Southern Africa that are enhancing cultural diversity in a post-modern Africa. Networks of intersection and collaborations are helping create new African imaginaries of the world. The World Summit on Arts and Culture held in South Africa in 2009 demonstrated that Africa does not have a *monoculture* and pointed to some of these emergent imaginaries. There is need for greater interrogation of the African philosophy of Ubuntu, the role of the African extended family, the meaning of the African Renaissance project and the role of new technologies and internet social networks in shaping the African way of life!

May I conclude by highlighting challenges and areas of new possibilities for international cooperation in the field of culture and sustainable social development?

1. There is indeed danger in telling the single story about others.
2. Southern Africans need to listen to what others are might be planning for them. The birth of the state of South Sudan led some commentators in the North to suggest the breaking up of the larger sub-Saharan nations into smaller one so that greater “tribal coherence” can propel development. Any decision of this nature must be African.
3. International cooperation can only be sustainable if management of cultural diversity recognises Africa’s complex nature and accepts that indigenous knowledge systems are still strong. Partners are encouraged to help create favourable environments for African development strategies.
4. The results-based programming models often imposed on partners may be stifling African

cultures to flourish. The Culture Fund model in Zimbabwe was given as an example where Sida accepted to inject all its development funding for Zimbabwe into a local Trust that is managed by Zimbabweans.

Some here will think this is risky. Lack of trust by the North in cases such as Libya prevented the AU from seeking African solutions to the crisis.

5. The anti-multiculturalism sentiments manifested by the massacres in Norway in July must not be swept under the carpet. The transparency often prescribed to the South needs to be demonstrated in the North when the fabric of its culture is under stress.
6. While the North built its wealth by growing global brands, the capitalist drivers of this wealth have created a dangerously unhealthy balance between the rich and the poor. Re-imagining the world for global marketing will commodify world cultures.
7. Southern African civil society formations need to be strengthened and supported in order to better influence policy, hold leaders accountable for implementing international instruments they sign up to. The African Union's Nairobi Plan of Action on Cultural Industries could provide us greater moral and financial support from the North to "develop and adopt cultural policies that set a normative framework for the development of the creative sector in each country".
8. There is need to address the echoes of injustices afflicted on African cultures during the colonial era.

Narratives About Co-operation

"Relationships between Western cultural funding agencies and local artists and recipients have never been so bad. Instead of creating art, many artists in the Continent are forced to spend most of their time, energy and intelligence filling useless bureaucratic forms, begging, desperately trying to respond to ever-changing fads and policies when they are not checking the mood of ever-touchy 'cultural attachés' of Western consulates or agencies from whom they hope to get some support. This is a huge waste."

Achille Mbembe, research professor in history and politics at the University of Witwatersrand in Johannesburg, 2009.

"Certainly, the arts can suffer if a didactic agenda is imposed. This is happening in a lot of ngo-related theatre work where the funders – more often than not based in First World economies – expect artists in the Third World to script narratives around specific strategies relating to aids, or domestic violence, or gender disparity, or whatever. Some of these contrived narratives pass off as 'infotainments'. More often than not, I find them disingenuous and lacking in body and soul."

*Rustom Bharucha is a writer, director and culture critic.
He lives in Kolkata (India), 2009*

MORTEN G. POULSEN

Culture as a Vector for Sustainable Development

Experience from the Danish Development Cooperation

Introduction: Art is Freedom

Khaled Fahmy, professor at the American University in Cairo points at the crucial role of the burgeoning arts scene in Cairo in the Egypt revolution:

“Art opens minds and where there are open minds, reaction follows. What appear to be strange and self-indulgent blasts of free expression are as mortars to those who seek to curb fundamental liberties. In a country where basic freedoms cannot be taken for granted, the opening of an arts gallery exhibition becomes a charged affair – even a rallying point.”

Key facts about the Danish Center for Culture and Development (DCCD)

- **Self-governing institution** established in 1991 with a Board appointed by the Ministry of Foreign Affairs and frame agreement with the Ministry
- Our **mandate** is to take care of the cultural dimension in Danish development co-operation
- Annual **turn over** is on average 4 million EURO, of which 50% comes from the frame agreement – the rest from additional project fund raising and consultancies
- DCCD works within **three focus areas**:
 - 1) Contemporary Arts Festivals – “Images” that takes place every three years in Denmark with 3-400 artists from developing countries,
 - 2) Small project support fund for exchanges between Danish artists and artists from developing countries
 - 3) Culture and development projects in the South including DCCD's own regional programmes in Africa (creative industries) and the Middle East (democratic development) as well as bilateral programmes in 11 countries funded by the Danish Embassies
- Our **legitimacy** and **trademark** is that we work with cultural projects at home as well as abroad. So, we combine experience of development assistance and processes with a wide network of cultural operators in Denmark.
- Our **key approach** is to establish **sustainable partnerships** between likeminded culture organisations in Denmark and developing countries. The purpose is to support capacity development and build relations.

The concept of the Images festival has recently changed from an exclusive programme picked by Danish curators to a “loose model” building on partnerships between Danish and

foreign artists with more freedom and autonomy for them to present showcases and co-productions based on their collaboration. From “Images of the Middle East” in 2006 to “Images of My World” in 2010.

Creating an impact in the South – the role of arts and culture

Culture is not an “add-on”. It is embedded in freedom of expression and human rights and it creates the foundation of all social interactions – whether in families, communities, enterprises, organisations or institutions. It is thus an integrated part of all transformation processes and serves as a vector for various dimensions of development as illustrated below:



Example:

Development of a music festivals network in Africa contributes to:

- Promoting human rights and freedom – platform for rappers speaking against corruption in west Africa and female heavy rock band in Morocco
- Socio-economic development – Music festivals as a key contributor to income and job generation in Africa – DCCD impact study of Bushfire festival
- Social impact – a festival is a peaceful social gathering, reminds people of what they have in common, their roots, across religion, generations, gender, nationality, etc.

- Human empowerment – music scene as an opportunity for marginalised groups such as Palestinian youth to get a voice, express themselves, gain self-confidence, break stigmas and establish a professional career.

**Development impact
in the South**

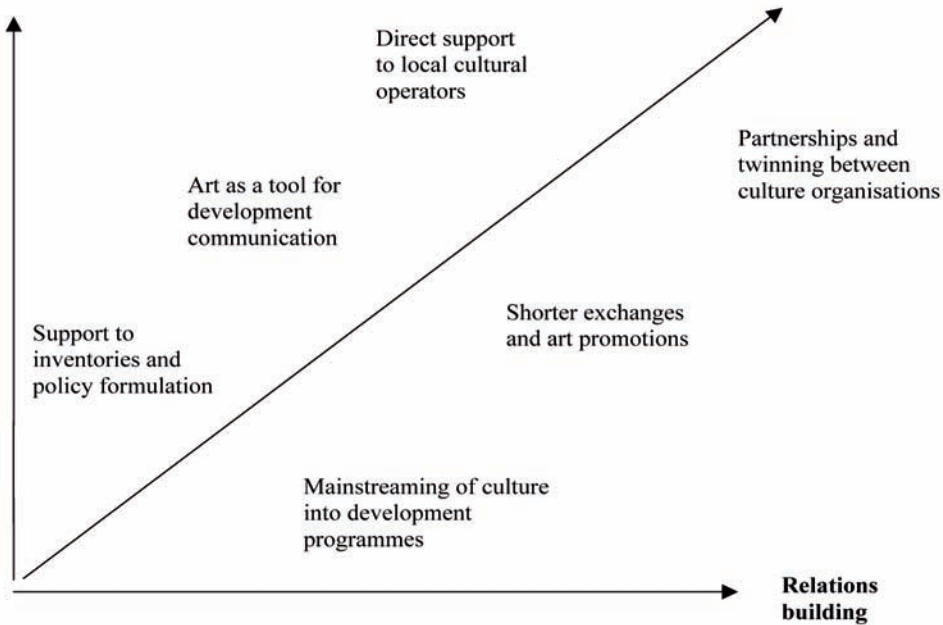


Figure 1. The various forms of cultural co-operation with developing countries.

Strategies for culture funding

The figure illustrates how many donors in their support to culture co-operation programmes balance between two overall objectives of supporting development processes in the south and building relations between home country and partner country.

The strategy of DCCD is to move towards the upper right corner of the graph. We combine direct support to cultural operators in the south with establishment of long term partnerships between arts and culture organisations and entrepreneurs.

Much culture funding is spend on initiatives that have limited impact in the south – e.g. drafting national cultural strategies and inventories that does not benefit the independent artists, mainstreaming of culture into large development programmes that ends as a “desk exercise” or on arts presentations from developed countries combined with smaller ad-hoc training exchanges.

How to create sustainable partnerships?

The first challenge is to **engage** home country “state of the art” culture organisations in development assistance. Many have a bias towards the western world, there is already a high demand for their services and co-operation with developing countries is outside their mandate. Individual artists or teachers may well be interested, but it is difficult to engage the institution as a whole. There is a general fear that this will put much extra burden on scarce resources – administrative as well as professional – as they have limited experience with development assistance.

Approach

- Cover their cost through the project – including also basic **salaries**. Artists and cultural specialists should not work for free.
- Assist them in **project management** – project design, planning, monitoring, financial management, etc. and make the aid-bureaucracy as smooth as possible. They should work on the ground, not sit at home and write long documents
- Involve the **directors** of the organisations at a very early stage – e.g. in small exchange activities prior to the project to strengthen their interest, personal contacts and commitment.
- Negotiate with the Ministry of Culture so that international cooperation is valued higher in their **result contracts**
- Work with **frame agreements** to give flexibility and promote longer partnerships. Focus on organisations, goals and visions rather than detailed planning of activities. The culture sector must be able to respond to changes in society
- Link training with **productions** and performances in the south and when relevant also in Denmark – artists and organisations like to show their work – and it makes the training better
- Provide opportunities for teaching institutions for **students exchanges**. This is attractive to the institutions and don't forget that a senior student can work abroad 1/2 year for the monthly cost of a teacher

The next challenge is “**Matchmaking**”. When projects go wrong it is often because that either the partnership is not the right match or because expectations, roles and tasks were not clear from the beginning. A partnership may seem perfect on professional terms but also depend on intercultural and human competencies (understanding of the context, flexibility, ability to listen, delegation of ownership, open communication, mutual respect, etc). A recent evaluation of the Danish projects in the Middle East, shows that the Danish partners in some cases lack knowledge about the local context and they spend too little efforts on “non-professional matters”. Without building trust and open communication it is difficult to handle even smaller crises. And, last but not least, if the Danish specialists sees the project mainly as a realisation of their personal artistic visions – the partnership is not likely to work.

Approach

- The best matchmaking is done by the cultural operators themselves and not by us. Provide opportunities for organisations – home country or southern – to participate in **international networks**, events, seminars and festivals to give them a chance to identify possible partner(s) that may eventually lead to projects.
- It takes a good partnership to formulate a joint project. Support **fact finding** missions of the home country organisations to the respective countries and return visits of their partners to get an understanding of the working conditions and partner profiles prior to project formulation. There is a need for flexible “seed money” to finance the first partner visits.
- Clarifying **the needs and expectations** of the local partner early in the process. Is it capacity support they are looking for (artistic, organisational, PR, management, etc.) or rather inspiration and opportunities to perform?
- Analysing carefully **the competencies of the home country partner** – not only in relation to the professional needs of the local partner – but also their ability to work in a multicultural setting and within the framework of development assistance.
- The **core premises** of the support must be clear from the beginning. If the support comes from development assistance, the main purpose is not to promote home country artists – it is to generate an impact in the South and to build relations and mutual understanding between home country and developing countries through culture co-operation.

INTERVENANTS AU FORUM

Mauro Abbühl est depuis 1995 co-directeur de l'agence suisse pour la coopération culturelle art-link à Berne (centre de documentation et de promotion pour les artistes en provenance d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et de l'Europe de l'Est), responsable entre autre des domaines de la musique et des arts visuels. Il est également membre de la commission d'attribution du Fonds culturel Sud, coéditeur du livre *Soukous, kathak und bachata. Musiques et danses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine en Suisse*. Membre du Comité de la Coalition suisse pour la diversité culturelle.

Petra Bischof travaille depuis 1999 pour le Programme culturel suisse dans les Balkans occidentaux, réalisé par Pro Helvetia sur mandat de la Direction du développement et de la coopération DDC. Elle a fondé et dirigé la première «antenne» à Skopje et développé les programmes en Serbie et au Kosovo. Basée à Belgrade, elle a été responsable dès 2003 de la coordination régionale du programme et de la mise sur pied du bureau régional à Sarajevo. Depuis 2009, elle est conseillère pour le Programme culturel suisse. Petra Bischof a fait des études d'histoire de l'Europe de l'Est, de langue et littérature russes et d'histoire de l'art à Zurich.

Christina Caprez est journaliste, sociologue et historienne à Zurich et à Bâle. Depuis 2004, rédactrice à la radio suisse DRS2 (DRS2aktuell et Atlas). Nombreuses émissions dans les domaines politique culturelle, échange culturel, histoire culturelle et sociale, vie quotidienne dans d'autres pays, migration, genre et famille. Modération de podiums et conférences ayant pour sujet la politique culturelle, l'égalité entre femmes et hommes et les sciences. Organisation d'un séminaire d'échange entre étudiant/e/s arménien/ne/s et suisses, voyages et séjours linguistiques dans le monde arabe. Projet de livre actuel: portraits de familles (in)habituelles, aux éditions Limmat.

Oliver Dredge travaille depuis 10 ans comme organisateur culturel, surtout dans le domaine de la musique. Il a commencé sa carrière dans la culture de la jeunesse et l'animation socio-culturelle et a entre autres dirigé pendant quatre ans le centre culturel pour jeunes Mercker à Baden. En 2006, il a obtenu un master en gestion culturelle à Bâle, consacrant son travail de diplôme à la promotion publique de la musique pop/rock en Suisse, en Allemagne et en France. Depuis quatre ans, il travaille comme directeur et responsable de la programmation du centre culturel KiFF à Aarau.

Elisa Fuchs travaille depuis 2008 comme consultante indépendante dans le domaine de la culture et de la coopération internationale. Elle a fait des études de langues et littératures romanes et un post-grade en planification éducationnelle. Après plusieurs années dans la recherche éducationnelle au Ministère de l'Education du Mozambique, elle a rejoint en 1986 la Déclaration de

Berne comme responsable du dossier de la culture. A partir de 1993, elle a travaillé au HEKS/EPER, d'abord comme responsable de projet, ensuite comme directrice de la coopération au développement. De 2003 à 2008, elle a dirigé le Programme culturel suisse Europe du Sud-Est et Ukraine chez Pro Helvetia.

Urs Gilgen travaille comme rédacteur à la radio suisse DRS 4 News. Il a fait des études en sciences de la communication, économie et sciences politiques. Pendant ses études, il a commencé à écrire pour différents journaux, surtout dans les domaines culture et économie. Plus tard, il a rejoint le Département fédéral des affaires étrangères comme chef de projet dans la communication. Dans cette fonction, il a aussi accompagné des projets culturels nord-sud soutenus par le DFAE. Pendant plusieurs années, Urs Gilgen a également dirigé l'association *bee-flat* à Berne, qui organise des concerts de jazz et de musique du monde. Il est lui-même musicien actif.

Diego Gradis est juriste de formation (LLM, NYU), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et ancien avocat d'affaires internationales. Diego Gradis a créé en 1986 l'organisation Traditions pour Demain qu'il dirige. Cette ONG internationale, en statut consultatif avec l'UNESCO, l'ECOSOC et l'OMPI, soutient dans divers pays d'Amérique latine des projets d'affirmation culturelle de peuples amérindiens et afro-descendants. Diego Gradis est aussi Vice-président de la Commission suisse de l'UNESCO et membre du Comité de liaison ONG-UNESCO. Jusqu'en mai 2011, il était vice-président de la Coalition suisse pour la diversité culturelle.

Wenzel A. Haller est initiateur, responsable de projet et «fourmi» de l'atelier pour artistes-hôtes Krone à Aarau (1995), de la communauté d'intérêts *artists in residence ch* avec son site www.artistsinresidence.ch (1999) et du GARAGE, un restaurant et centre de rencontre avec programme culturel à Aarau (2004).

Martial Knaebel a dirigé le Festival international de films de Fribourg de 1992 à 2007. Il a participé à la création de la Fondation trigon-film (Ennetbaden, Suisse) en 1988, dont il est depuis membre du comité. Il a également participé à la création du fonds Visions Sud Est en 2005 (soutien à des productions cinématographiques d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est), une initiative de la Fondation trigon-film, du Festival international de films de Fribourg et du festival de films documentaires Visions du Réel (Nyon, Suisse), soutenue par le gouvernement suisse. Membre du comité d'experts auprès de Visions Sud Est.

Barbara Kruspan a grandi en Suisse et travaille depuis 1991 au nord du Mozambique, entre autre pour Helvetas, la DDC et Solidarmed – d'abord comme expatriée, ensuite comme employée locale et depuis 2005 par le biais de sa propre entreprise, Rede (réseau), spécialisée dans la promotion et le développement organisationnels. Depuis 2006, elle dirige le programme culturel CAP de Helvetas dans la Province de Cabo Delgado, encourageant de jeunes créateurs culturels. Outre la conquête de nouveaux marchés, font partie du programme le renforcement des associations et

coopératives culturelles ainsi que la formation locale. Barbara Kruspan modère également des tables rondes mensuelles sur des sujets de l'actualité locale et nationale.

Sandro Lunin est directeur artistique du Zürcher Theater Spektakel depuis 2008. Après avoir débuté comme technicien au Theater Neumarkt à Zurich, il a travaillé de 1985 à 1989 comme assistant des directeurs du théâtre. De 1989 à 1997, il a été co-directeur du théâtre de la Rote Fabrik à Zurich, responsable des secteurs danse et théâtre jeune public. De 1997 à 2007, il a travaillé au Schlachthaus Theater à Berne, d'abord comme co-directeur, ensuite comme directeur artistique organisant des festivals de théâtre contemporain du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne.

Farai Mpfunya est directeur exécutif de l'ONG *Culture Fund of Zimbabwe Trust*, le plus important bailleur de fonds du secteur culturel au Zimbabwe. Il est membre du fonds de mobilité panafricain *Art Moves Africa* ainsi que du groupe de travail «politique culturelle» du réseau *ARTerial network*. Il a occupé des postes de direction dans différentes ONG culturelles et dans le secteur privé, dont le Zimbabwe International Film Festival Trust, le projet sur le code national de gouvernance d'entreprises du Zimbabwe, ou encore IBM. Ayant fait des études d'ingénieur et de gestion d'entreprises (MBA) au Zimbabwe, en France et en Angleterre, il a commencé son activité professionnelle dans le secteur privé, avant de se lancer dans la production de films et l'administration culturelle.

Bojana Matic-Ostojic est née à Belgrade, où elle a terminé en 1990 des études en langues et littératures slaves. Après ses premières expériences professionnelles dans le secteur privé en Serbie et aux Etats-Unis, elle a déménagé en 1996 à Sarajevo où elle vit depuis. Au cours des 15 dernières années, elle a travaillé pour différentes organisations internationales actives dans le développement post-conflit et transitionnel. Elle a accompagné et dirigé des programmes nationaux et régionaux dans les domaines santé, éducation, droits des enfants, protection sociale et culture. Depuis 2008, elle dirige le Programme culturel suisse dans les Balkans occidentaux.

Danielle Nanchen travaille dans le domaine culturel depuis le début des années 90. Elle rejoint Expo.02 et l'équipe de Pipilotti Rist en 1997, avant de prendre la direction artistique de l'arteplage de Morat. Elle débute chez Pro Helvetia en tant que chargée de projets une fois le démontage de l'Expo.02 achevé. Dès 2008, elle est co-directrice, avec Lukas Heuss, du secteur Programmes de Pro Helvetia, responsable des projets propres à la Fondation. Elle assume depuis 2011 cette tâche seule. A travers les différents projets auxquels elle a participé, elle cherche à lier la qualité artistique aux préoccupations contemporaines.

Nilsa (Nilsa Mosele) est venue en Suisse pour la première fois en 1997, avec la formation hip-hop mozambicaine Djovana. La chanteuse/rappeuse y a fait la connaissance de son futur mari, le guitariste Rolf Mosele. Ensemble, ils ont développé le style musical propre à Nilsa, un mélange de

pop occidentale, de hip-hop et de sons et rythmes africains. Ses deux CD *Mama* et *Aphale*, ainsi que la chanson *Não, não, não* (Feat. Steff la Cheffe), sortie ce printemps, illustrent la musique variée de Nilsa, qui passe régulièrement à la radio.

Gérard Perroulaz est économiste, spécialisé dans l'analyse des politiques publiques de coopération au développement et du rôle des ONG dans la coopération internationale. Actif depuis 1986 dans la promotion de films du Sud en Suisse et dans diverses ONG de sensibilisation au développement. Directeur du Festival Filmar en Amérique latine, qui présente chaque mois de novembre une centaine de films latino-américains à Genève et dans d'autres villes en Suisse.

Philippe Pirotte, historien de l'art, critique et commissaire d'exposition, est depuis 2005 directeur de la Kunsthalle Berne. De 1996 à 2001, il a travaillé comme assistant à la faculté d'histoire de l'art de l'Université de Gand, Belgique. Il est correspondant du magazine d'art contemporain *Tema Celeste* et médias *Andrea Sine-ma* écrit par ailleurs régulièrement pour *NKA Journal of Contemporary African Art*, *Kunst Nu* et *Afterall*. Il est co-fondateur de l'organisation *objektif_exhibitions* à Anvers.

Morten G. Poulsen est expert de la culture et du développement, au bénéfice de 15 ans d'expérience dans des ONG, auprès du Ministère des affaires étrangères du Danemark, du PNUD, ainsi que dans des entreprises privées. Actuellement, il travaille comme coordinateur de programmes au Centre danois pour la culture et le développement DCCD, étant responsable de la conception et de l'implémentation de programmes et stratégies culturelles en Afrique, Amérique Latine, Asie et dans le monde arabe. Il collabore aussi à des événements culturels au Danemark – festivals culturels, ateliers, séminaires – ayant pour but de promouvoir une image positive des pays en voie de développement et de créer des partenariats durables avec des institutions culturelles danoises.

Walter Ruggle a grandi à Zurich et fait des études de langues et littératures germaniques, de critique littéraire et de philosophie. Divers voyages et séjours prolongés en Amérique latine. À partir de 1979, il travaille comme journaliste, étant de 1984 à 1999 rédacteur culturel du *Tages Anzeiger* à Zurich, publiciste et auteur de livres. Depuis 1999, il est directeur de la Fondation trigon-film, distributrice de films provenant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est. Il est également responsable depuis 2002 du cinéma Orient à Baden-Wettingen, ainsi que co-fondateur et depuis 2005 directeur du fonds Visions Sud Est.

Beat Santschi, musicien et gestionnaire culturel, est président du syndicat des musicien/ne/s professionnel/le/s suisses USDAM, ainsi que vice-président de la fédération internationale des syndicats de musiciens FIM. Dans le cadre de projets de coopération avec des organisations partenaires, il travaille régulièrement dans des pays du Sud, en dernier lieu au Soudan du Sud. Depuis sa création en 2005, Beat Santschi est président exécutif de la Coalition suisse pour la diversité culturelle, la plus grande organisation faitière suisse dans le domaine culturel. Il la représente

en outre comme vice-président pour l'Europe dans la International Federation of Coalitions for Cultural Diversity IFCCD, qui englobe actuellement 44 pays dans le monde.

Ruth Schweikert, née à Lörrach, vit avec sa famille à Zurich. Auteure de récits, de romans, de pièces de théâtre et d'essais, chargée de cours à l'Institut littéraire suisse, elle travaille aussi avec des jeunes dans les écoles à l'élaboration de textes. Elle assume la fonction de présidente de Suisse-culture et elle est membre du Comité de la Coalition suisse pour la diversité culturelle.

Hebba Sherif vit et travaille au Caire, où elle dirige depuis 2002 le bureau de liaison de Pro Helvetia. Elle a écrit sa thèse dans le domaine de la littérature comparée, spécifiquement sur le roman rural en Egypte et la littérature de langue allemande. De 1996 à 2002, elle a enseigné la littérature comparée à l'Université du Caire. Elle est auteure d'articles ayant pour sujet des études interculturelles et comparées en arabe et en allemand. Depuis 2002, elle s'intéresse tout particulièrement à des projets interculturels.

Daniel Sormani a terminé ses études à l'Université de Lausanne par une licence en sciences politiques. Depuis 2005, il a travaillé à l'Office fédéral des migrations dans différentes fonctions dans le domaine admission au marché du travail. Depuis 2011 il est chef de section suppléant du département Admission au marché du travail.

Alice Thomann est responsable de l'équipe Culture et développement et chargée du programme Culture en Suisse au sein de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Au bénéfice d'une formation universitaire en traduction et d'un master en développement, elle a entamé son parcours professionnel dans la communication et le coaching de créateurs d'entreprise. Elle a rejoint la DDC en 2005 avec une première affectation au Pérou, où elle a conduit des projets de recherche-action liés à la valorisation de la biodiversité andine, avant de prendre son poste actuel fin 2010.